

6. Albert Gore

Le vice-président américain, Al Gore, s'est depuis longtemps intéressé aux questions d'environnement. C'est l'un des écologistes radicaux qui a toujours cherché à transformer le peuple américain en un troupeau d'adorateurs de Gaïa opposés au développement économique. Au début de l'année 1992, il a publié un ouvrage-manifeste intitulé *Earth in the Balance : Ecology in the Human Spirit* (*Sauver la planète : l'écologie et l'esprit humain*, Albin Michel, 1993) qui s'attaque à la civilisation occidentale : selon lui, elle est beaucoup trop anthropocentrique et accorde une trop grande valeur au combat de l'homme pour comprendre et maîtriser la nature.

Al Gore a dirigé la délégation parlementaire des Etats-Unis à la CNUED de Rio en 1992, où il a surtout cherché à faire avancer l'idée d'une police écologique globale. Gore est d'ailleurs un ami intime du président de ce forum, Maurice Strong. Selon le magazine *Newsweek*, « Gore semble croire que la seule attitude correcte est d'appuyer sur le bouton «Panique» à toutes les occasions ». Avec le biologiste malthusien Paul Ehrlich, Gore avait demandé aux journalistes couvrant le forum, de s'autocensurer et de ne pas citer des faits qui démontreraient que la situation n'est pas si catastrophique, parce que « cela détruirait nos efforts visant à construire une base solide de soutien dans le grand public aux difficiles actions que nous devons entreprendre ».

En mai 1992, Gore a sponsorisé la rencontre à Washington de nombreux dirigeants religieux. L'assemblée a voté une déclaration soulignant que la religion avait « un rôle essentiel à jouer » dans la promotion de la « conscience écologique ». La rencontre était le résultat d'un projet de Carl Sagan, le scientifique mystique auteur de la fraude de l'hiver nucléaire, et du révérend Morton de la cathédrale épiscopaliennne Saint-John the Divine, l'un des centres du mouvement du nouvel âge et du culte de Gaïa. Gore a également participé à l'organisation de NACRE (Conférence Nord-américaine sur la religion et l'écologie) au cours de laquelle le prince Philip avait salué les religions païennes pour leur orientation écologique, tout en rejetant les religions monothéistes à cause de leur orientation antimalthusienne.

Pour l'apartheid technologique

Al Gore ne s'inscrit pas dans la véritable tradition démocrate américaine de Franklin Roosevelt ou John Kennedy. D'ailleurs, lorsqu'en 1977, Al Gore re-

joint le Congressional Clearinghouse on the Future, créé par Alvin Toffler et le Club de Rome, l'un des plus fervents supporters de Gore à partir de 1979 sera le républicain ultraconservateur Newt Gingrich. Toffler explique que Gore et Gingrich étaient «*les deux principaux futuristes de la vie politique américaine*» (*Wired magazine*, décembre 1995). Selon lui :

«Gingrich et Gore savaient que l'on vivait une situation révolutionnaire. Si vous considérez que les changements qui sont en train d'avoir lieu au sein de la société correspondent à une extension du vieil ordre industriel, vous vous trompez totalement, et cela ils l'ont compris. Tous les deux ont compris [...] que les règles anciennes et les anciens jeux ne marchent plus».

De plus, Gore avait été l'un des rares élus démocrates à se déclarer en faveur de la guerre du Golfe. En effet, il avait souligné à plusieurs reprises que «*la principale leçon à retirer de cette crise c'est que l'exportation des technologies avancées vers les pays en voie de développement est une grosse erreur*». Au cours d'une discussion avec l'un de nos correspondants aux Etats-Unis, l'un des conseillers de Gore avait déclaré à l'époque que ce dernier était «*très favorable*» aux propositions de l'administration Bush visant à un accord global de contrôle des exportations de toutes sortes de «*technologies duales*» — pouvant avoir à la fois un usage civil et un usage militaire — allant des camions de fort tonnage jusqu'aux molécules chimiques utilisées dans la production d'engrais. Interrogé sur les conséquences de ce contrôle sur le développement économique des pays visés, le conseiller de Gore répondit :

«Cette question des utilisations duales est trop facilement utilisée comme couverture par les pays qui veulent obtenir des technologies militaires. Je me fiche pas mal de savoir si cela les touche économiquement. Je dis : écrasons-les».

Le scandale Globe

Au début de 1998, Tom Spencer, eurodéputé britannique du parti conservateur a démissionné du Parlement européen après avoir été rendu coupable d'importation illégale de cocaïne, de haschich et de matériel pornographique homosexuel. Spencer n'était pas seulement un membre important du parti Tory. C'était aussi, depuis 1994, le président de l'organisation Globe (*Global Legislators for a Balanced Environment*). Cette organisation avait été fondée en 1989 par Al Gore et il l'avait présidée jusqu'en 1994. Globe a joué un grand rôle dans la préparation des sommets de Kyoto et de Buenos Aires. C'est un rouage essentiel de la grande machine onusienne du climat et de l'environnement. Sa fonction est de relayer les thèses les plus radicales de l'écologie en leur donnant un vernis de respectabilité institutionnelle. Globe a ainsi fait campagne contre les essais nucléaires français, pour la taxe sur l'énergie et le carbone, etc.

Globe rejoint également ce mysticisme ultraconservateur promu par Al Gore lui-même. En 1996, Tom Spencer faisait l'éloge de l'église orthodoxe en ces termes :

«L'essentiel des actions irréflechies de l'humanité contre la planète provient des hypothèses sous-jacentes à notre héritage judéo-chrétien. (...) Seuls parmi les grandes civilisations, nous avons considéré le temps comme une flèche linéaire allant de la Genèse à l'Apocalypse, au lieu de voir en termes cycliques, ce qui implique des ressources renouvelables et maîtrisées».

Globe compte neuf membres dans l'actuel Parlement français : Michèle Rivasi, Roland Metzinger, Serge Blisko, Jean-Paul Mariot, Philippe Duron (Groupe socialiste) et Noël Mamère, Marie-Hélène Aubert, Christiane Taubira-Delannon, Jean-Michel Marchand (Groupe Radical-Citoyen-Vert).